

EO2

Société Anonyme au capital de 2 640 648 Euros

Siège social : 5, Rue Benjamin Raspail

92240 MALAKOFF

493 169 932 RCS NANTERRE

RAPPORT DE GESTION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 17 JUILLET 2024

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée générale mixte, à l'effet de vous demander, à titre ordinaire, d'approuver les comptes de l'exercice clos le 29 février 2024, et à titre extraordinaire, de renouveler différentes délégations de compétences en matière d'augmentation de capital à consentir au Conseil d'administration, conformément aux dispositions de la loi et aux statuts de votre société.

1. LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2023/2024 ET LES ACTIVITES DU GROUPE :

A. Pôle Granulés Bois

L'activité « granulation bois » a connu un léger retournement de marché sur l'exercice, avec une augmentation des coûts importante. Le chiffre d'affaires de notre filiale EO2 AUVERGNE a connu une légère baisse, bien qu'il se soit consolidé à un haut niveau de 28 millions d'euros. Un hiver chaud, avec une surproduction sur l'exercice et une augmentation des coûts d'approvisionnement a concouru à une réduction de la marge et du résultat.

Nous poursuivons la modernisation de notre outil de production. Nous sommes, dans la lignée des exercices précédents, en recherche constante de nouvelles capacités de productions, notamment en Bourgogne Franche-Comté, via le projet EO2 BFC où les études de faisabilité de son projet d'implantation se poursuivent.

EO2 maintient son souhait de diversifier ses activités afin de ne pas être dépendant d'un mono produit.

B. Pôle services énergétiques

Le premier sous pôle énergétique, composé des sociétés LEV et GREENTA, a été restructuré au cours de l'exercice. LEV détient intégralement GREENTA via un apport de titres.

La société LEV a poursuivi son développement et présente des perspectives encourageantes.

Le deuxième sous pôle, correspondant à l'activité « chaufferies » et composé des sociétés WEYA, C3L et RCAC, a connu des difficultés. Le Commissaire aux comptes a déclenché la première phase de la procédure d'alerte.

C3L a une perspective de s'en sortir s'ils arrivent à avoir le marché de l'hôpital qui est encore au stade des négociations. RCAC connaît une situation financière à l'équilibre, les emprunts étant remboursés, la dette du groupe commençant à être remboursée pour sa part. Notre attention se porte sur WEYA, qui connaît des difficultés financières très importantes, notamment un gros problème d'activité et de financement des charges de fonctionnement. Elle est, pour le moment, soutenue par le groupe.

C. Pôle services hôteliers

L'activité « hébergement-restauration » a connu un très bon niveau d'activité. Le chiffre d'affaires est très satisfaisant et la rénovation du site se poursuit dans de bonnes conditions. Cette activité devrait devenir une composante essentielle de notre groupe.

2. SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE EO2 ET DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

A. Activité en matière de recherche et développement

L'entreprise n'a pas développé d'activité en matière de recherche et développement durant l'exercice 2023/2024.

B. Évolution du titre sur le marché Euronext Growth

Le titre cotait 5,60 € le 28 février 2023 et 4,80 € le 29 février 2024.

C. Principaux risques

EO2 attire l'attention du lecteur sur les facteurs de risque susceptibles d'affecter ses activités :

- Baisse des ventes de matériel de chauffage aux granulés bois,
- Dégradation de la situation économique engendrant la fragilisation de ses clients,
- Répétition d'hivers anormalement chauds,
- Augmentation incontrôlée et durable du prix de la matière première,
- Chute du prix des énergies fossiles,
- Réduction de la pression sociétale en faveur des énergies renouvelables,
- Augmentation significative de la concurrence de producteurs étrangers,
- Développement de nouveaux sites de production de granulés bois sur un même gisement,
- Modification des règles fiscales,
- Risque de remboursement anticipée de la dette de 4,2 M€ en cas de non-respect des covenants et divers engagements ;
- Apparition de nouvelles technologies permettant une meilleure valorisation du bois et de ses connexes,
- Risque de sensibilité des hypothèses : d'une manière générale, toutes les hypothèses présentées sont celles d'une société en développement sur un marché en constitution. Les hypothèses présentées peuvent donc être amenées à varier sensiblement,

- Risques liés à l'émergence d'une nouvelle activité de bureau d'études.

D. Prévention des risques technologiques

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-2 du Code de commerce, nous vous donnons ci-après les informations sur la politique de prévention du risque d'accident technologique, sur la couverture responsabilité civile de la société et sur les moyens prévus pour assurer la gestion de l'indemnisation des victimes en cas d'accident technologique.

La filiale de production, EO2 Auvergne, a mis en place les dispositifs suivants :

Le site est soumis au régime de l'autorisation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : à ce titre, la protection des risques technologiques sur EO2 Auvergne est de grande qualité. Des contrôles réalisés pour la DREAL ont lieu fréquemment afin de contrôler le respect de la réglementation.

S'agissant de la prévention des incendies : la société est équipée de matériel de protection sur les bâtiments, d'équipements en réseau incendie armé (soit 2 lances croisées dans chaque bâtiment), d'extincteurs et d'équipements en détection. En outre, des outils de contrôle de l'humidité au cours du séchage permettent de supprimer les points chauds afin d'éviter tout embrasement.

Pour les intrusions, le site est clôturé, éclairé sous vidéosurveillance. Les accès sont contrôlés.

La société EO2 et ses principales filiales sont aujourd'hui couvertes par les assurances suivantes :

- Responsabilité civile exploitation.
- Responsabilité civile après livraison/après réception.
- Responsabilité des dirigeants.
- Dommages aux biens corporels, incorporels et aux bâtiments.
- Assurance multirisques industriels, couvrant les éléments décrits ci-après : Protection des incendies, foudre et explosion et événements assimilés, attentats et actes de terrorisme, tempête-grêle-neige, action de l'eau-gel, actes de vandalisme et de sabotage, accidents aux appareils électriques et garanties et annexes, bris machine, bris des matériels informatiques, vol, autres dommages matériels, pertes d'exploitation.
- Assurance-crédit client.
- Frais de réhabilitation d'image et frais de prévention.

E. Événements intervenus depuis la clôture de l'exercice

Depuis la clôture de l'exercice, aucun événement particulier n'est à signaler.

F. Évolution prévisible et perspectives d'avenir du Groupe

Le groupe poursuit le renforcement de son développement en étudiant, notamment, toute opportunité d'acquisition externe, le cas échéant en vue de diversifier son activité dans le secteur de l'énergie.

EO2 poursuit des actions pour implanter un nouveau projet de granulés bois. Le parcours d'une implantation étant semé d'embûches et l'histoire d'EO2 marquée par des projets ajournés, EO2 ne souhaite pas communiquer sur ses avancées afin d'une part de ne pas nuire à la bonne conduite du projet et d'autre part donner ce qui pourrait devenir de faux espoirs.

3. PRISE DE PARTICIPATIONS – CESSIION DE PARTICIPATIONS

La société a apporté l'intégralité des 6 000 actions qu'elle détient dans la SAS GREENTA, d'une valeur de 6 000 €, à la SAS LEV, lors de l'augmentation de capital du 21 juin 2023. En contrepartie de l'apport de ses 6 000 actions GREENTA, la SA EO2 s'est vu attribuer 26 540 actions de la SAS LEV.

Ainsi, la SA EO2 ne détient plus aucun titre GREENTA au 29 février 2024, et a vu sa participation dans LEV portée à 24,3 % du capital de ladite société.

4. ACTIVITE DES FILIALES ET SOCIETES CONTROLEES, EN 2023-2024

- SA WEYA :

Capital détenu : 54,39 %
Exercice clos le 29-02-2024 :
→ Chiffre d'affaires net hors taxes : 1 728 172 €
→ Résultat : - 708 911 €

- SAS RCAC (RESEAU DE CHALEUR D'ARDES SUR COUZE) :

Capital détenu : 63,51 % (indirectement)
Exercice clos le 29-02-2024 :
→ Chiffre d'affaires net hors taxes : 212 396 €
→ Résultat : - 6 068 €

- SAS DU CHADEAU :

Capital détenu : 100 %
Exercice clos le 29-02-2024 :
→ Chiffre d'affaires net hors taxes : 0 €
→ Résultat : 987 079 €

- SAS EO2 AUVERGNE :

Capital détenu : 100 % (indirectement)
Exercice clos le 29-02-2024 :
→ Chiffre d'affaires net hors taxes : 28 173 371 €
→ Résultat : 2 442 499 €

- SARL TRANSLOC SERVICES :

Capital détenu : 100 % (indirectement)
Exercice clos le 29-02-2024 :
→ Chiffre d'affaires net hors taxes : 2 713 071 €
→ Résultat : 38 249 €

- SAS CHALEUR DE COSNE COURS SUR LOIRE par sigle C3L :

Capital détenu : 43,51 % (indirectement)
Exercice clos le 31-12-2023 :
→ Chiffre d'affaires net hors taxes : 965 383 €
→ Résultat : - 93 686 €

- SAS NEW SVM :

Capital détenu : 100 %

Exercice clos le 29-02-2024 :

→ Chiffre d'affaires net hors taxes : 0 €

→ Résultat : - 31 236 €

- SAS SERVICES VENTILATION MAINTENANCE par sigle S V M :

Capital détenu : 60 % (indirectement)

Exercice clos le 29-02-2024 :

→ Chiffre d'affaires net hors taxes : 3 037 629 €

→ Résultat : 175 704 €

- SAS EO2 BOURGOGNE FRANCHE-COMTE :

Capital détenu : 51 %

Exercice clos le 29-02-2024 :

→ Chiffre d'affaires net hors taxes : 0 €

→ Résultat : - 173 180 €

5. ANALYSE DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

Il ressort les chiffres suivants des comptes de l'exercice clos le 29 février 2024, en comparaison avec ceux de 2022-2023 :

Au cours de l'exercice clos le 29 février 2024, la SA EO2 a réalisé un chiffre d'affaires hors TVA de 503 637 € contre 555 196 € en 2022-2023, en baisse de 9,29 %.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 892 411 € contre 590 463 €, en hausse de 51 %.

Les charges d'exploitation représentent 2 429 095 € contre 2 329 409 €.

- * les charges externes, hors sous-traitance, totalisent 398 078 € contre 360 059 €.
- * les charges de personnel représentent 1 934 777 € contre 1 514 325 €.
- * la dotation aux amortissements s'élève à 22 150 € contre 22 617 €.

Le résultat d'exploitation ressort négatif à 1 536 683 € contre un résultat négatif de 1 738 946 €.

Les produits financiers s'élèvent à 463 734 € contre 118 890 € et les charges financières à 749 552 € contre 402 902 €.

Quant au résultat exceptionnel, il ressort positif à 163 191 € contre un résultat positif de 78 658 €.

Après comptabilisation d'un produit d'intégration fiscale de 312 310 €, l'exercice se solde par une perte nette comptable de 1 347 000,51 € contre une perte de 1 302 807,45 € au 28 février 2023.

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 39-4 du CGI, une somme de 755 € a été réintégrée dans les bases imposables de l'exercice 2023-2024 au titre des amortissements excédentaires sur véhicules de tourisme. L'impôt correspondant s'élève à 189 €.

L'application des articles 223 quinquiés et 39, 5 du CGI n'a entraîné aucune réintégration dans les bénéfices.

Au 29 février 2024, le bilan de la société se totalise à 11 150 113 € contre 14 260 462 € au 28 février 2023. Sa structure financière est équilibrée, les capitaux propres couvrant l'actif immobilisé net.

Il a été réalisé des investissements, pour un montant global de 4 444 558 €, correspondant à :

- du matériel de transport pour 920 €,
- du matériel de bureau et mobilier informatique pour 4 616 €,
- des autres participations pour 96 540 €, correspondant à une prise de participation au sein du capital de la SAS LEV,
- des titres immobilisés pour 2 424 974 €,
- et des immobilisations financières pour 1 917 508 €.

6. AFFECTATION DU RESULTAT

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, décide de proposer aux actionnaires d'affecter la perte de l'exercice 2023-2024, à savoir 1 347 000,51 €, au compte « report à nouveau ».

Nous vous rappelons, comme le prescrit la loi, qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

7. TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Au présent rapport est joint, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

8. ACTIONNARIAT SALARIE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice écoulé, soit le 29 février 2024.

A la clôture de l'exercice, la participation au capital des salariés était nulle.

Au dernier jour de l'exercice, la Société n'avait pas mis en place de plan d'épargne d'entreprise (PEE). Ainsi, aucune action n'était détenue par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise prévu par les articles L. 443-1 à L. 443-9 du Code du travail.

9. SITUATION DES MANDATAIRES SOCIAUX ET DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Il est précisé que les mandats des mandataires sociaux et du Commissaire aux comptes n'arrivent pas à expiration cette année.

10. CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Les conventions antérieurement autorisées ont continué de produire leurs effets tel que relaté dans le rapport du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées.

Néanmoins, certaines conventions initialement considérées comme relevant du régime des conventions réglementées ont été déclassées et donc considérées comme ne relevant plus du régime des conventions réglementées lors d'un examen détaillé au cours de la réunion du conseil d'administration du 21 juillet 2022. Il s'agit des conventions suivantes :

- Convention de mise à disposition de moyens (matériels, locaux, personnel) conclue entre la SA EO2 et la SAS GREENTA
- Convention de prestations conclue entre la SA EO2 et la SAS EO2 AUVERGNE

- Convention de trésorerie conclue entre la SA EO2 et la SAS DU CHADEAU
- Convention de trésorerie conclue entre la SA EO2 et la SAS EO2 AUVERGNE
- Convention de trésorerie conclue entre la SA EO2 et la SAS LEV
- Convention de trésorerie conclue entre la SA EO2 et la SAS NEW SVM
- Convention de trésorerie conclue entre la SA EO2 et la SAS RESEAU DE CHALEUR D'ARDES SUR COUZE, par sigle RCAC
- Convention de trésorerie conclue entre la SA EO2 et la SAS SERVICES VENTILATION MAINTENANCE – S V M
- Convention de trésorerie conclue entre la SA EO2 et la SA WEYA

En outre, trois nouvelles conventions, visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, ont été conclues au cours de l'exercice clos :

1. Cession d'une branche complète et autonome d'activité de la SA EO2 à la SAS LEV

Personne concernée : Monsieur Grégoire DETRAUX

Conditions : cession de la branche complète et autonome d'activité constituée par l'activité de bureau d'études de services énergétiques, exercée depuis 2020, à la SAS LEV.

Intérêt : dynamiser la SAS LEV dans le cadre de la restructuration des activités de notre groupe.

Cette convention a été autorisée préalablement lors du conseil d'administration du 4 avril 2023.

2. Contrat de bail entre la SA EO2 et Monsieur Guillaume POIZAT

Personne concernée : Monsieur Guillaume POIZAT

Conditions : mise à disposition à compter du 1^{er} mars 2023, dans le cadre d'un contrat de bail, d'une salle à usage de bureau d'une surface de 10 m² au sein des locaux détenus par Monsieur Guillaume POIZAT, situés 29, Boulevard Edgar Quinet à 75014 PARIS. Ledit bail est consenti moyennant un loyer de 600 euros HT par mois, payable semestriellement, pour une durée d'une année, tacitement reconductible par période d'un an.

Intérêt : permettre à la société de disposer d'un bureau à usage privatif pour accueillir un à deux postes de travail, de manière à lui permettre d'assurer une obligation de confidentialité, notamment en terme de gestion des affaires d'une société à la tête d'un groupe économiquement important.

Cette convention n'a pas été autorisée préalablement par le Conseil d'administration.

3. Convention d'apport de trésorerie avec la société PACTE DE GIENS

Personnes concernées : Messieurs Grégoire DETRAUX et Guillaume POIZAT

Conditions : apport de trésorerie en compte courant d'associé suite à la prise de participation au capital social de la SAS LE PACTE DE GIENS, pour un montant de 2 845 999 euros, rémunéré au taux EURIBOR trois mois avec un plancher à zéro.

Intérêt : le taux d'intérêt a été fixé au taux EURIBOR trois mois avec un plancher à zéro, afin d'homogénéiser les pratiques du groupe et de corriger une incohérence entre la décision et la convention signée en 2022.

Cette convention a été autorisée par les conseils d'administration du 7 mars 2022 et du 15 avril 2022. Il convient de préciser que ladite convention figurait dans le rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 28 février 2023, mais qu'elle n'avait pas suivi la procédure des conventions réglementées. La modification du taux d'intérêt étant intervenue au cours du présent exercice, la rémunération au taux EURIBOR trois mois avec plancher à zéro étant intervenue au 1^{er} mars 2023, emporte conclusion d'une nouvelle convention au sens de la réglementation. C'est pourquoi, nous la mentionnons dans les nouvelles conventions et non dans celles ayant été poursuivies.

11. INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-6 du Code de commerce, les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un Commissaire aux comptes doivent mentionner, au titre des exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2016, pour les fournisseurs et pour les clients, le nombre et le montant total des factures reçues ou émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

Le tableau regroupant ces informations figure en annexe.

12. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

A. Périmètre de consolidation

Pour cet exercice, les comptes consolidés intègrent les sociétés suivantes :

Raison sociale	Intérêt		Contrôle		Siège social	Siren
	2024.02	2023.02	2024.02	2023.02		
EO2	Société mère				36, Avenue Pierre Brossolette à 92 240 MALAKOFF	493 169 932
EO2 AUVERGNE	100	100	100	100	ZAC du Chateau à 63470 SAINT-GERMAIN-PRES-HERMENT	500 300 306
M.M.R.	50	50			Route de la Mer à 14550 BLAINVILLE-SUR-ORNE	484 764 329
RESEAU DE CHALEUR D'ARDES SUR COUZE	63,51	63,51	100	100	714, Route d'Apchat à 63420 ARDES	791 800 733
TRANSLOC SERVICES	100	50,99	100	50,99	ZAC du Chateau à 63470 SAINT-GERMAIN-PRES-HERMENT	438 812 323
WEYA	54,39	54,39	54,39	54,39	36, Avenue Pierre Brossolette à 92 240 MALAKOFF	511 315 046
C3L	43,51	43,51	80	80	Rue du Colonel Rabier à 58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE	824 094 163
SAS DU CHATEAU	100	100	100	100	ZAC du Chateau à 63470 SAINT-GERMAIN-PRES-HERMENT	848 436 804

SERVICES VENTILATION MAINTENANCE	60	60	100	100	Paris Nord II Business Park, 165, Rue de la Belle Étoile, Bâtiment 4 à 95700 ROISSY-EN-FRANCE	339 669 509
NEW SVM	60	60	60	60	36, Avenue Pierre Brossolette à 92 240 MALAKOFF	883 456 493
LE PACTE DE GIENS	26	26			72 Avenue Victor Hugo 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	911 248 078
SANPIMANUTEL	26	26			364 Boulevard Alsace Lorraine 83400 HYERES	433 146 719
EO2 BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	51	51	51	51	ZA DES Melincols 39110 SALINS-LES-BAINS	920 136 611
CARPIQUET PALETTES	50				ZI Ouest – Rue des Monts Panneaux à 14650 CARPIQUET	424 539 252
LEV	24,29				36, Avenue Pierre Brossolette à 92 240 MALAKOFF	908 876 451
GREENTA	24,29				36, Avenue Pierre Brossolette à 92 240 MALAKOFF	898 318 787

Attention : les comptes des sociétés MMR, LE PACTE DE GIENS, SANPIMANUTEL, CARPIQUET PALETTES, LEV et GREENTA sont consolidés mais font l'objet d'une mise en équivalence.

B. Exposé sur les comptes consolidés

Les comptes consolidés de la Société EO2 sont établis conformément aux dispositions des articles L. 233-16 à L. 233-28 et R. 233-3 à R. 233-16 du Code de commerce et du règlement ANC 2020-01 du 06 mars 2020.

Pour cet exercice, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 34 072 K€ et les autres produits d'exploitation se sont élevés à 6 107 K€ donnant un total de produits d'exploitation de 40 178 K€.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 39 774 K€ donnant un résultat d'exploitation de 404 K€.

Les principaux postes des charges d'exploitation sont :

- ❖ les achats de matières premières et variation de stocks pour 19 603 K€,
- ❖ les autres achats et charges externes pour 8 649 K€,
- ❖ les impôts et taxes pour 197 K€,
- ❖ les salaires et charges pour 6 071 K€,
- ❖ les dotations aux amortissements et aux provisions pour 5 254 K€.

Après prise en compte du résultat financier de 93 K€, du résultat exceptionnel de 704 K€ et de l'impôt sur les résultats de - 476 K€, le résultat net de l'ensemble consolidé ressort à 525 K€ dont un bénéfice net part du groupe de 710 K€ (dû à une réintégration d'une quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence de 201 K€).

Les capitaux propres Part du Groupe s'élèvent à 20 403 K€ et la trésorerie à 6 958 K€.

Exposé sur les autres sociétés du Groupe EO2

C. Présentation des comptes annuels d'EO2 AUVERGNE

Située à SAINT-GERMAIN-PRES-HERMENT, la SAS EO2 Auvergne est filiale à 100 % de la SAS DU CHADEAU, elle-même filiale à 100 % de la maison mère EO2.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 29 février 2024 ont été établis conformément aux règles définies par le plan comptable général 2014 homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et par les articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce.

L'exercice clos le 29 février 2024 a permis la réalisation d'un chiffre d'affaires hors taxes de 28 173 371 € se décomposant en vente de marchandises pour 229 799 €, vente de produits finis (granulés de bois) pour 27 897 423 € et prestations de service 46 149 €. Le chiffre d'affaires baisse de 11 %.

A cela il faut ajouter la variation du stock pour 5 167 779 € et prendre en compte les reprises sur amortissements et provisions pour 119 893 € et des autres produits pour 30 103 €, formant un total de produits d'exploitation de 33 491 145 €, en légère baisse de 1,34 % par rapport à l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 30 461 290 € et sont en hausse de 21,51 % par rapport à l'exercice précédent.

Les postes de charges les plus importantes sont les suivants :

- Achats de marchandises (y compris droits de douane) : 97 647 €,
- Achats de matière première et autres approvisionnements : 17 810 294 €,
- Autres achats et charges externes : 7 699 742 €,
- Impôts et taxes : 108 530 €,
- Salaires, traitements et charges sociales : 1 656 851 €,
- Dotation aux amortissements et provisions pour un total de 3 308 297 €.

Le résultat d'exploitation s'élève à 3 029 855 €, soit une baisse de 65,87 % par rapport à l'exercice précédent.

Après prise en compte d'un résultat financier de 154 488 €, le résultat courant avant impôt est de 3 184 343 €.

Après comptabilisation d'un résultat exceptionnel positif de 74 272 € et d'un impôt sur les sociétés de 816 116 €, le bénéfice net comptable de l'exercice ressort à 2 442 499,44 €, en baisse de 62,69 % par rapport à l'exercice précédent.

Ces comptes ont été établis dans les mêmes formes et selon les mêmes méthodes que les exercices précédents.

L'annexe aux comptes comporte toutes les explications complémentaires.

Au 29 février 2024, le total du bilan de la Société s'élève à 22 166 063 €. Il se compose de façon schématique de 7 644 269 € d'actifs immobilisés et de 14 518 360 € d'actifs circulants.

Le montant des disponibilités s'élève à 4 113 931 €.

Une convention de trésorerie existe entre les sociétés EO2 Auvergne et EO2, ainsi que, depuis le 31 juillet 2020, entre les sociétés SAS DU CHADEAU et EO2. Le compte courant d'associés de la SA EO2 est débiteur pour 288 783 € (rémunéré à hauteur de 24 190 €) et le compte courant débiteur au titre de l'intégration fiscale est de 216 859 €.

D. Présentation des comptes annuels de WEYA

La Société Anonyme WEYA est filiale d'EO2 à 54 %. Elle est cotée sur le Marché Euronext Access. Elle a été constituée en vue de proposer des solutions de chauffage clé en main aux collectivités utilisant comme énergie les plaquettes de bois et les granulés de bois.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2023/2024 s'est élevé à 1 728 172 €. Après comptabilisation de subventions d'exploitation pour 6 583 €, des reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges pour 132 017 € et des autres produits pour 13 €, le total des produits d'exploitation ressort à 1 866 786 €.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 2 349 621 € et le résultat d'exploitation ressort négatif à 482 835 €.

Les postes de charges les plus importants sont :

- Achat de matières premières (granulés, plaquettes forestières, fioul, combustible) : 655 371 €,
- Autres achats et charges externes : 1 043 326 €,
- Les impôts et taxes : 5 980 €,
- Salaires et charges sociales : 307 929 €,
- Dotation aux amortissements sur immobilisations : 62 033 €,
- Dotation aux provisions : 274 703 €.

Le résultat financier ressort négatif à hauteur de 254 998 €, et le résultat courant avant impôt négatif à 737 833 €.

Après prise en compte d'un résultat exceptionnel positif de 28 922 €, l'exercice se termine sur une perte nette comptable de 708 910,81 €.

E. Présentation des comptes annuels de TRANSLOC SERVICES

La SARL TRANSLOC SERVICES est une société de transport courte distance dont EO2 Auvergne est associée à 100 %.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 29 février 2024 ont été établis conformément aux règles définies par le plan comptable général 2014 homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et par les articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 713 071 € et les reprises sur provisions et autres produits à 88 911 €. Le total des produits d'exploitation ressort à 2 801 982 €.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 2 964 317 € et le résultat d'exploitation ressort négatif à 162 335 €.

Après prise en compte du résultat financier négatif de 9 961 € et du résultat exceptionnel de 210 545 €, le bénéfice net comptable de l'exercice s'élève à 38 249 €.

F. Présentation des comptes annuels de RCAC (RESEAU DE CHALEUR D'ARDES SUR COUZE)

La société R.C.A.C est filiale des sociétés WEYA à 80% et EO2 à 20 % et, à ce titre, fait partie du Groupe EO2.

La société R.C.A.C. a été créée pour assurer les clauses d'exploitation du contrat signé entre la société WEYA et ARDES Communauté pour la réalisation et la mise en concession d'une chaufferie centrale mixte bois/fioul domestique et d'assurer la gestion du service public auquel les installations servent de support.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 29 février 2024 ont été établis conformément aux règles définies par le plan comptable général 2014 homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et par les articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce.

L'exercice clos le 29 février 2024 a permis la réalisation d'un chiffre d'affaires hors taxes de 212 396 €.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 196 633 €. Les postes de charges les plus importantes sont les suivants :

- Achats de marchandises et de matières premières : 84 084 €,
- Autres achats et charges externes : 69 840 €,
- Dotation aux provisions : 7 220 €,
- Autres charges : 35 104 €.

Le résultat d'exploitation ressort à 15 636 €.

Après prise en compte d'un résultat financier négatif de 21 704 € et de l'absence d'impôt sur les sociétés, la perte nette comptable de l'exercice s'élève à 6 067,54 €.

Le principal actif de cette société est une chaufferie réalisée par la société WEYA et le réseau de chauffage avec la délégation de service public associée.

G. Présentation des comptes annuels de M.M.R.

La société M.M.R. est une SARL au capital social de 245 000 €, filiale de la SA EO2 à 50 %.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 29 février 2024 ont été établis conformément aux règles définies par le plan comptable général 2014 homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et par les articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce.

Au 29 février 2024, le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 729 354 € se décomposant en 2 046 770 € de vente de marchandises, 610 488 € de production de biens et 72 096 € de production de services.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 2 715 030 €.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 2 624 595 €. Les postes de charges les plus importants sont les suivants :

- Achats de marchandises : 1 202 228 €,
- Achats de matières premières : 298 507 €,
- Autres achats et charges externes (dont les redevances de crédit-bail) : 382 887 €,
- Impôts et taxes : 46 112 €,
- Salaires et charges : 383 329 €,
- Dotation aux amortissements sur immobilisations : 24 523 €,

donnant un résultat d'exploitation positif de 90 436 €.

Après prise en compte du résultat financier de 116 608 € et d'un résultat exceptionnel négatif de 16 223 €, l'exercice se solde par un bénéfice net comptable de 191 279 €.

H. Présentation des comptes annuels de C3L (CHALEUR DE COSNE-COURS-SUR-LOIRE)

La société C3L est une société par actions simplifiée au capital de 100 000 € détenue à 80 % par WEYA et à 20 % par VEOLIA EAU.

Elle a été constituée pour répondre à une consultation relative à une délégation de service public en vue de la construction et l'exploitation du réseau de chaleur de la commune de COSNE COURS SUR LOIRE. La candidature de la société C3L a été retenue le 25 mars 2015.

Les comptes de l'exercice 2023 ont été établis conformément aux règles définies par le plan comptable général 2014 homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et par les articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce.

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'est élevé à 965 383 €.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 1 416 182 €. Les postes de charges les plus importants sont les suivants :

- Achats de matières premières : 437 157 €,
- Autres achats et charges externes essentiellement constitués de la sous-traitance VEOLIA et WEYA et d'un crédit-bail mobilier : 873 620 €,
- Impôts et taxes : 12 999 €,
- Dotation aux amortissements sur immobilisations : 5 135 €,
- Dotation aux provisions : 13 803 €,

donnant un résultat d'exploitation négatif de 376 855 €.

Après prise en compte du résultat financier pour 109 538 €, le résultat courant avant impôt est négatif à hauteur de 267 317 €.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de 173 631 €, l'exercice se solde par une perte nette comptable de 93 685,90 €.

I. Présentation des comptes annuels de la SAS DU CHADEAU

La SAS DU CHADEAU est une société par actions simplifiée au capital de 747 000 € détenue à 100 % par EO2.

Elle a été constituée le 12 février 2019 pour racheter les titres de la SAS EO2 AUVERGNE à la société EO2 permettant à cette dernière de lever des fonds pour financer le développement du groupe.

Les comptes de l'exercice 2023-2024 ont été établis conformément aux règles définies par le plan comptable général 2014 homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et par les articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce.

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos le 29 février 2024 est nul.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 40 626 €. Les postes de charges les plus importants sont les suivants :

- Autres achats et charges externes, essentiellement des honoraires : 19 227 €,
- Dotation aux amortissements sur immobilisations : 21 399 €.

donnant un résultat d'exploitation négatif de 40 626 €.

Après prise en compte du résultat financier pour 1 027 705 €, essentiellement dû à un dividende distribué par la SAS EO2 AUVERGNE, l'exercice se solde par un bénéfice net comptable de 987 078,89 €.

J. Présentation des comptes annuels de la SAS NEW SVM

La société NEW SVM est une société par actions simplifiée au capital de 284 750 € détenue à 60 % par EO2 et à 40 % par la SAS HITZA HITZ.

Elle a été constituée pour procéder à l'acquisition sur modèle LBO de la SAS SERVICES VENTILATION MAINTENANCE par sigle S V M.

Les comptes de l'exercice 2023-2024 ont été établis conformément aux règles définies par le plan comptable général 2014 homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et par les articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce.

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos le 29 février 2024 est nul.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 9 418 €. Les postes de charges les plus importants sont les suivants :

- Autres achats et charges externes : 4 287 €,
- Dotations aux amortissements sur immobilisations : 5 131 €.

donnant un résultat d'exploitation négatif de 9 418 €.

Après prise en compte du résultat financier de – 32 229 €, le résultat courant avant impôt ressort négatif à hauteur de 41 648 €.

En l'absence de résultat exceptionnel, l'exercice se solde par une perte nette comptable de 31 235,60 €.

K. Présentation des comptes annuels de la SAS SERVICES VENTILATION MAINTENANCE

La société SERVICES VENTILATION MAINTENANCE, par sigle S V M, est une société par actions simplifiée au capital de 40 000 € détenue à 100 % par la SAS NEW SVM.

Elle a pour objet l'entretien et l'installation de tous systèmes de ventilation, chauffage et climatisation.

Les comptes de l'exercice 2023-2024 ont été établis conformément aux règles définies par le plan comptable général 2014 homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et par les articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce.

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos le 29 février 2024 s'est élevé à 3 037 629 €.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 2 890 756 €. Les postes de charges les plus importants sont les suivants :

- Achats de matières premières : 780 234 €,
- Autres achats et charges externes : 647 905 €,
- Charges de personnel : 1 361 165 €,

donnant un résultat d'exploitation bénéficiaire de 230 964 €.

Après comptabilisation d'un résultat financier de - 870 €, le résultat courant avant impôt ressort à 230 094 €.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de 6 139 € et d'un impôt sur les bénéfices de 60 529 €, l'exercice se solde par un bénéfice net comptable de 175 703,52 €.

L. Présentation des comptes annuels de EO2 BOURGOGNE FRANCHE-COMTE.

La société EO2 BOURGOGNE FRANCHE-COMTE, constituée le 1^{er} octobre 2022, est une SAS au capital social de 40 000 €, filiale de la SA EO2 à 51 %. La société a pour but la création d'une unité de production de pellets dans le Jura.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 29 février 2024 ont été établis conformément aux règles définies par le plan comptable général 2014 homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et par les articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce.

Au 29 février 2024, le chiffre d'affaires est nul ainsi et les produits d'exploitation s'élèvent à 4 €.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 173 000 €. Les postes de charges les plus importants sont les suivants :

- Autres achats et charges externes : 60 827 €,
- Salaires et charges : 111 339 €,

donnant un résultat d'exploitation négatif de 172 996 €.

Après prise en compte du résultat financier négatif de 185 €, l'exercice se solde par une perte nette comptable 173 180,19 €.

M. Présentation des comptes annuels de LE PACTE DE GIENS

La société LE PACTE DE GIENS est une société par actions simplifiée au capital de 43 000 € détenue à 26 % par EO2.

Elle a été constituée pour prendre le contrôle de la SNC SANPIMANUTEL (société propriétaire et exploitant d'un domaine hôtelier sur la Presqu'île de Giens).

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été établis conformément aux règles définies par le plan comptable général 2014 homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et par les articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce.

Au 31 décembre 2023, le chiffre d'affaires est nul, tout comme les produits d'exploitation.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 6 782 €, correspondant à :

- Autres achats et charges externes : 3 635 €,
- Dotation aux amortissements sur immobilisations : 3 147 €,

donnant un résultat d'exploitation négatif de 6 782 €.

Après prise en compte du résultat financier négatif de 292 316 €, le résultat courant avant impôt ressort négatif à hauteur de 299 098 €.

Après prise en compte du résultat exceptionnel négatif de 920 €, l'exercice se solde par une perte nette comptable de 289 120,00 €.

N. Présentation des comptes annuels de SANPIMANUTEL

La société SANPIMANUTEL est une société par actions simplifiée au capital de 612 300 € détenue à 99,99 % par LE PACTE DE GIENS.

Elle est propriétaire et exploitant d'un domaine hôtelier sur la Presqu'île de Giens.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été établis conformément aux règles définies par le plan comptable général 2014 homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et par les articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce.

Au 31 décembre 2023, le chiffre d'affaires est de 2 808 989 €.

Le total des autres produits d'exploitation s'élève à 26 639 €.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 2 506 181 €. Les postes de charges les plus importants sont les suivants :

- Achats de matières premières : 528 523 €,
- Autres achats et charges externes : 596 981 €,
- Impôts et taxes : 51 903 €,
- Salaires et charges : 903 320 €,
- Dotation aux amortissements sur immobilisations : 423 431 €,

donnant un résultat d'exploitation de 329 447 €.

Après prise en compte du résultat financier pour – 84 142 €, le résultat courant avant impôt est de 245 304 €.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de – 204 141 € et d'une charge d'intégration fiscale pour 10 898 €, le bénéfice net comptable de l'exercice s'élève à 30 265,01 €.

13. RACHAT PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS

Un nouveau plan de rachat d'actions a été mis en place à compter du mois d'août 2023 en vue de les utiliser afin de les annuler ou de les utiliser dans le cadre d'une Offre Publique d'Echange (OPE).

A la clôture de l'exercice, 248 000 actions avaient été rachetées par la société pour une valeur de 1 550 K€.

Conformément aux finalités du plan, ces actions ont été comptabilisées en immobilisations financières en vue de leur annulation ou de leur utilisation dans le cas d'une offre publique d'échange.

Par ailleurs, la société détient des actions propres dans le cadre du contrat de liquidité mentionné au point 14 ci-dessous.

14. INFORMATIONS SUR LE CONTRAT DE LIQUIDITE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-211, le Conseil d'administration doit indiquer le nombre d'actions achetées et vendues au cours de l'exercice par application des articles L. 225-209-2 du Code de commerce, les cours moyens des achats et des ventes.

Du 1^{er} mars 2023 au 29 février 2024 :

- 34 347 actions ont été achetées – cours moyen des achats pour la période : 5,80 €.
- 33 465 actions ont été vendues – cours moyen des ventes pour la période : 5,84 €.

Au démarrage du contrat, le 9 septembre 2014, le compte de liquidité était détenteur de 11 430 actions. Le 29 février 2024, le compte de liquidités était détenteur de 11 475 actions.

15. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes 2023-2024 qui vous sont présentés et que nous soumettons à votre approbation, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

16. DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Les différentes résolutions extraordinaires présentées en Assemblée Générale seront présentées dans un rapport dédié.

17. DISPOSITIONS FINALES

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément. Votre Conseil vous invite maintenant à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Fait à MALAKOFF,
Le 3 juin 2024.

Le Conseil d'administration

Guillaume POIZAT, Président Directeur Général

**Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice
dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4)**

Article D. 441.-1° : Factures <i>reçues</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu							Article D. 441.- 2° : Factures <i>émises</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)		0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	50					43	0					9
Montant total des factures concernées <small>(préciser : HT ou TTC)</small>	34 334	18 466	5 540	15 496	22 370	61 871	0	6 053	0	0	0	6 053
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice <small>(préciser : HT ou TTC)</small>	8 %	4 %	1 %	3 %	5 %	13 %						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice <small>(préciser : HT ou TTC)</small>						0 %	1 %	0 %	0 %	0 %	1 %	
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	8					0						
Montant total des factures exclues <small>(préciser : HT ou TTC)</small>	77 007					0						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L. 443-1)												
Délais de paiement de utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input type="radio"/> Délais contractuels : sur facture <input checked="" type="radio"/> Délais légaux :					<input type="radio"/> Délais contractuels : sur facture <input checked="" type="radio"/> Délais légaux :						

Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Code du Commerce Art. R 225-102)

	28/02/2020	28/02/2021	28/02/2022	28/02/2023	29/02/2024
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 425 875	2 551 209	2 551 209	2 551 209	2 640 648
Nbre des actions ordinaires existantes	2 425 875	2 551 209	2 551 209	2 640 648	2 640 648
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	257 039	290 603	454 854	555 196	503 637
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	5 538 651	791 338-	415 277-	1 234 983-	1 453 340-
Impôts sur les bénéfices	596 324-	575 226-	514 791-	641 492-	312 310-
Participation des salariés au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	6 064 576	277 383-	7 319-	1 302 807-	1 347 001-
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	2.53	0.08-	0.04	0.22-	0.43-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2.50	0.11-		0.49-	0.51-
Dividende distribué à chaque action					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	5	3	3	3	3
Montant de la masse salariale de l'exercice	521 897	369 058	266 045	884 814	1 694 985
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	254 178	358 107	132 320	629 511	239 792

EO2

Société Anonyme au capital de 2 640 648 Euros

Siège social : 5, Rue Benjamin Raspail

92240 MALAKOFF

493 169 932 RCS NANTERRE

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE
AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 29 FEVRIER 2024

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes tenus de vous présenter un rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de commerce.

1. CONVENTIONS REGLEMENTEES ENTRE LES MANDATAIRES SOCIAUX OU ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS DE LA SOCIETE ET UNE AUTRE SOCIETE CONTROLEE PAR LA SOCIETE AU SENS DE L'ARTICLE L 233-3 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous précisons, conformément à l'article L. 225-37-4 alinéa 2° du Code de commerce, qu'une convention réglementée a été reconduite tacitement, par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la société avec une autre société contrôlée par la société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

La convention tacitement reconduite est la convention suivante :

Convention de prestation de services EO2 AUVERGNE HITZA HITZ.

Autorisée préalablement par le conseil d'administration.

Personne concernée : Monsieur Guillaume POIZAT

La convention prenant effet au 17 mars 2017 prévoit les conditions suivantes :

- Vice-présidence de la SAS EO2 AUVERGNE par la SAS HITZA HITZ
- Assistance de la SAS EO2 AUVERGNE par la SAS HITZA HITZ
- Prestations commerciales
- Direction de la *supply chain*
- Direction marketing
- Direction administrative et financière
- Accompagnement dans la stratégie
- Mise à disposition d'un véhicule de fonction,
- Rémunération annuelle : 265 000 Euros, revalorisée annuellement
- Durée : 1 an, renouvelable tacitement chaque 17 mars, date anniversaire du contrat.

2- LISTE DES ADMINISTRATEURS – MANDATS ET FONCTIONS EXERCES DANS D'AUTRES SOCIETES AU COURS DE L'EXERCICE 2023-2024

Vous trouverez ci-dessous la liste des mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés par chaque mandataire social durant l'exercice, et ce, conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 alinéa 1° du Code de commerce.

Prénom, Nom des administrateurs et du directeur général et des directeurs généraux délégués, le cas échéant	Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés
POIZAT Guillaume Président, Directeur Général, Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> - SA WEYA : représentant permanent de la SA EO2, Administratrice, et administrateur à titre personnel - SAS EO2 Auvergne : Président - SAS HITZA HITZ : Président
DETRAUX Grégoire Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> - SAS HITZA HITZ : Directeur général - SA WEYA : Président du Conseil d'administration, Administrateur - SAS GREENTA : Président - SAS LEV : Président - SAS LE PACTE DE GIENS : Directeur général délégué
MERICHE Otman Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> - Néant
COURT Jean-Philippe Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> - SAS COLD PAD : Président

**3- ETAT DES DELEGATIONS EN MATIERE D'OPERATIONS SUR LE CAPITAL AU COURS DE
L'EXERCICE 2023-2024**

N° Résolution PV AGM du 19-07-2021	Délibération	Augmentation maximum de capital	Délai de délégation au CA (soit jusqu'au)	Utilisation de la délégation
8 ^e	Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées	10 % du capital social	38 mois (19-09-2024)	Non utilisée

N° Résolution PV AGM du 21-07-2022	Délibération	Augmentation maximum de capital	Délai de délégation au CA (soit jusqu'au)	Utilisation de la délégation
7 ^e	Délégation de compétence au Conseil d'émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la société	3 125 000 € de montant nominal s'imputant sur un plafond global de 4 375 000 €	26 mois (20-09-2024)	Non utilisée
8 ^e	Délégation de compétence au Conseil d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public	3 125 000 € de montant nominal s'imputant sur un plafond global de 4 375 000 €	26 mois (20-09-2024)	Non utilisée
9 ^e	Autorisation à donner au Conseil de recourir à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier pour mettre en œuvre la 8 ^e résolution, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce	20 % du capital social par an s'imputant sur le plafond de la 7 ^e résolution de 3 125 000 € de montant nominal et le plafond global de 4 375 000 €	26 mois (20-09-2024)	Non utilisée
11 ^e	Autorisation à donner au Conseil d'augmenter, conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription	15 % de l'émission initiale s'imputant sur le plafond individuel de l'émission initiale et sur le plafond global de 4 375 000 €	26 mois (20-09-2024)	Non utilisée

N° Résolution PV AGM du 21-07-2022	Délibération	Augmentation maximum de capital	Délai de délégation au CA (soit jusqu'au)	Utilisation de la délégation
15 ^e	Délégation de compétence au Conseil de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce	200 000 €	26 mois (20-09-2024)	Non utilisée
16 ^e	Autorisation à donner au Conseil de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées	10 % du capital social	38 mois (20-09-2025)	Non utilisée
17 ^e	Autorisation à donner au Conseil de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées	10 % du capital social porté à 30% si bénéfice de l'ensemble des membres du personnel	38 mois (20-09-2025)	Partiellement utilisée (CA 18/08/2022)
18 ^e	Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées	10 % du capital social	38 mois (20-09-2025)	Non utilisée
20 ^e	Délégation de pouvoirs à consentir au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres conformément à l'article L. 225-130 du Code de commerce	Pas de limitation	26 mois (20-09-2024)	Non utilisée

N° Résolution PV AGM du 07-08-2023	Délibération	Augmentation maximum de capital	Délai de délégation au CA (soit jusqu'au)	Utilisation de la délégation
5e	Délégation de compétence au Conseil d'émettre, à l'effet de procéder ou faire procéder à l'achat par la société de ses propres actions	2 400 000 € (10 % du capital ou 5 % si achat des actions pour les revendre ou les échanger)	18 mois (07-02-2025)	Non utilisée
6e	Délégation de compétence au Conseil d'émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la société	3 125 000 € de montant nominal s'imputant sur un plafond global de 4 375 000 €	26 mois (07-10-2025)	Non utilisée
7e	Délégation de compétence au Conseil d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public	3 125 000 € de montant nominal s'imputant sur un plafond global de 4 375 000 €	26 mois (07-10-2025)	Non utilisée
8e	Autorisation à donner au Conseil de recourir à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier pour mettre en œuvre la 7 ^e résolution, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce	20 % du capital social par an s'imputant sur le plafond de la 7 ^e résolution de 3 125 000 € de montant nominal et le plafond global de 4 375 000 €	26 mois (07-10-2025)	Non utilisée
9e	Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes	3 125 000 € de montant nominal s'imputant sur un plafond global de 4 375 000 €	18 mois (07-02-2025)	Non utilisée
10e	Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'augmenter, conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription	3 125 000 € de montant nominal s'imputant sur un plafond global de 4 375 000 €	26 mois (07-10-2025)	Non utilisée

11e	Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'émettre des instruments financiers composés de et/ou donnant droit (sur exercice de bons d'émission) à des titres de créances obligataires donnant accès au capital de la Société auxquels sont attachés des bons de souscription d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes	3 125 000 € de montant nominal s'imputant sur un plafond global de 4 375 000 €	18 mois (07-02-2025)	Non utilisée
13e	Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions à attribuer gratuitement aux actionnaires en cas d'offre publique visant les titres de la Société	100 % du capital social	18 mois (07-02-2025)	Non utilisée
14e	Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-129-6 du Code de commerce	200 000 € s'imputant sur un plafond global de 4 375 000 €	26 mois (07-10-2025)	Non utilisée
15e	Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés et/ou des mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées	10 % du capital (ou 30 % si l'attribution concerne l'ensemble des salariés)	38 mois (07-10-2026)	Non utilisée
16e	Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés et/ou des mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées	10 % du capital s'imputant sur un plafond global de 4 375 000 €	38 mois (07-10-2026)	Non utilisée
17e	<i>Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'émettre des bons de souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des cadres dirigeants</i>	5 % du capital s'imputant sur un plafond global de 4 375 000 €	18 mois (07-02-2025)	Non utilisée

18e	Délégation de pouvoirs à consentir au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres conformément à l'article L. 225-130 du Code de commerce	Pas de plafond	26 mois (07-10-2025)	Non utilisée
19e	Autorisation donnée au conseil d'administration en vue de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions	10 % du capital (par période de 24 mois)	24 mois (07-08-2025)	Non utilisée

4. PRESENCE DES ADMINISTRATEURS AU SEIN DU CAPITAL ET STRUCTURE DU CAPITAL SOCIAL

Identité	Fonction	Nombre d'actions	Pourcentage du capital
POIZAT Guillaume	Administrateur	121 293 (usufruit) 255 121 (pleine propriété)	14,25 %
DETRAUX Grégoire	Administrateur	116 742 (usufruit) 255 120 (pleine propriété)	14,08 %
COURT Jean-Philippe	Administrateur	10	NS
MERICHE Otman	Administrateur	-	-

5. REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Le montant du capital social s'élevait au 29 février 2024 à 2 640 648 €, divisés en 2 640 648 actions de 1 € de montant nominal chacune.

Au dernier jour de l'exercice, 1 537 780 actions avaient la forme nominative et 1 102 868 actions étaient au porteur.

6. DETENTION DU CAPITAL SOCIAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, des trois-vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote :

A la clôture de l'exercice 2023/2024 :

- La société HITZA HITZ détenait plus des trois vingtième du capital et du quart des droits de vote,
- Monsieur Guillaume POIZAT détenait plus du dixième du capital et du cinquième des droits de vote,
- Monsieur Grégoire DETRAUX détenait plus du dixième du capital et du cinquième des droits de vote.

7. ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS

L'Assemblée générale mixte des actionnaires du 21 juillet 2022 avait conféré au Conseil d'administration, aux termes de sa 17^{ème} résolution, une autorisation à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées, conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce.

Le Conseil d'administration du 18 août 2022 a mis en œuvre cette délégation à hauteur de 5,25 % du capital chacun au profit de MM. Guillaume POIZAT et Grégoire DETRAUX, en leur qualité de mandataire, et de M. Grégoire POIZAT, en sa qualité de salarié, sous conditions.

Les modalités des plans d'attribution d'actions gratuites en cours se présentaient comme suit :

- une Période d'Acquisition d'un (1) an ; il a été constaté la fin de cette période d'acquisition par le Conseil d'administration du 18 août 2023 ;

- une Période de Conservation d'un (1) an, courant à compter de l'expiration de la Période d'Acquisition, soit le 18 août 2023.

Les dirigeants et le salarié concernés se sont vu attribuer 317 652 actions nouvelles, à raison de 228 213 actions auto-détenues par la société, et par émission de 89 439 actions nouvelles de numéraire.

En conséquence, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 89 439 € suite à cette opération, et les statuts ont été mis à jour en conséquence avec le nouveau montant du capital social.

8. ÉTAT RÉCAPITULATIF DES TRANSACTIONS EFFECTUEES PAR LES PERSONNES EXERCANT DES RESPONSABILITES DIRIGEANTES

Néant.

9. DISPOSITIONS FINALES

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément.

Fait à MALAKOFF,
Le 3 juin 2024.

Le Conseil d'administration
Guillaume POIZAT, Président Directeur Général